

// STATUTS DU CED

ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU CED LE 25 MAI 2018

CED – Association à but non lucratif

1 Avenue de la Renaissance, 1000 Bruxelles

RPM BRUXELLES [480.222.749]

// HISTORIQUE

Le 19 novembre 2002, l'EU Dental Liaison Committee (EU DLC) s'est constitué en association sans but lucratif conformément à la loi belge. Les Statuts ont été publiés dans les Annexes du Moniteur belge du 9 mai 2003.

Les Statuts ont été modifiés et de nouveaux Statuts ont été adoptés par l'Assemblée Générale du 2 mai 2003.

Ils ont été modifiés à nouveau par l'Assemblée Générale des 28 et 29 mai 2004.

Les Statuts ont été modifiés et de nouveaux Statuts ont été adoptés par l'Assemblée Générale du 26 mai 2006. Par la même occasion, il a été décidé de renommer l'association « Council of European Dentists » (Conseil des Chirurgiens-dentistes européens), en abrégé « CED », avec effet à cette date.

Les Statuts ont été subséquemment modifiés et les nouveaux Statuts ont été adoptés par l'Assemblée Générale du CED du 28 mai 2010.

Les Statuts ont été modifiés par l'Assemblée Générale du 23 mai 2014 et du 25 mai 2018.

// STATUTS

TITLE I – L'ASSOCIATION

Article 1 – Dénomination

L'association est dénommée « Council of European Dentists » (Conseil des Chirurgiens-dentistes européens), en abrégé « CED ».

Article 2 – Réglementation

2.1. Le CED est une association sans but lucratif conformément à la loi belge.

2.2. L'association est régie par la loi belge. Tout ce qui n'est pas légalement stipulé dans les Statuts ou dans le Règlement Intérieur sera régi par la loi belge. En cas de dispositions conflictuelles entre les Statuts et les dispositions du Règlement Intérieur, les dispositions des Statuts seront prépondérantes.

Article 3 – Siège social

- 3.1. Le siège de l'association est établi au 1 Avenue de la Renaissance, à 1000 Bruxelles, dans la région Bruxelles-Capitale.
- 3.2. Le siège pourra être transféré en tout autre lieu de la région Bruxelles-Capitale par simple décision du Conseil d'Administration, qui sera publiée dans les Annexes du Moniteur belge dans le mois suivant son adoption.

Article 4 – Objet

- 4.1. L'association a pour objet d'agir en tant qu'organisation professionnelle, pour mettre en œuvre et exécuter, de façon indépendante, mais avec le soutien de ses Associations Membres, Affiliées et Observatrices comme indiqué respectivement dans les articles 7.2, 9.1 et 11.1 de ces Statuts, une politique et une stratégie visant à :
 - Promouvoir les intérêts de la profession de praticien de l'art dentaire dans l'UE ;
 - Promouvoir des niveaux élevés de santé bucco-dentaire ;
 - Promouvoir des niveaux élevés en art dentaire et soins dentaires ;
 - Contribuer à la protection de la santé publique ;
 - Contrôler, analyser et assurer un suivi de tous les développements et documents politiques et juridiques de l'Union européenne concernant les praticiens de l'art dentaire, les soins dentaires et la santé bucco-dentaire ;
 - Faire pression activement auprès des institutions européennes et du Parlement en faveur des intérêts juridiques et politiques des praticiens de l'art dentaire, y compris pour ce qui concerne la protection du consommateur ;
 - Assurer à ses Associations Membres, Affiliées et Observatrices l'aide et la représentation en matière d'information et de soutien dont elles ont besoin dans leur relation avec les institutions nationales et européennes, à condition que cela ne relève pas de leur propre responsabilité.
- 4.2. L'association peut créer ou participer à des organismes qui peuvent être utiles ou nécessaires à la réalisation de ces objectifs.
- 4.3. L'association est indépendante de toutes organisations existantes.

Article 5 – Durée

L'association est créée pour une durée illimitée.

Article 6 – Langues

- 6.1. Les langues de travail officielles du CED sont l'anglais, le français et l'allemand.
- 6.2. La langue officielle administrative (pour les registres officiels, procès-verbaux, publication au Moniteur Belge, etc.) est le français.
- 6.3. Tous les documents officiels (ex. ordres du jour, procès-verbaux et résolutions adoptées) seront disponibles dans les langues de travail officielles.
- 6.3.1 Les documents qui n'exigent pas d'adoption formelle (ex. rapports des groupes de travail, rapports des groupes de projets, rapports des pays) doivent seulement être disponibles dans une des langues de travail officielles de l'association.
- 6.4. Un service d'interprétariat dans les langues officielles de travail sera assuré pour toutes les réunions du Conseil d'Administration et de l'Assemblée Générale, et le coût en sera partagé entre toutes les Associations Membres, Affiliées et Observatrices.

- 6.4.1 Tout service supplémentaire d'interprétariat ou de traduction de documents sera payé par les Associations Membres, Affiliées et Observatrices qui en font la demande.

TITLE II – ADHESION

Article 7 – Membres

- 7.1. Le CED se compose d'associations dentaires nationales, représentant dans leur État membre de l'Union européenne les intérêts professionnels et scientifiques des dentistes (conformément aux définitions du titre professionnel figurant à l'Annexe 5.3.2 de la Directive 2005/36/CE).
- 7.2. Pour chaque État Membre de l'Union européenne, une association nationale dentaire peut devenir membre du CED. Ces membres sont dénommés ci-après les « Associations Membres » et les États membres, dont une Association Membre a été acceptée par l'Assemblée Générale du CED, sont dénommés ci-après les « Pays Membres ».
- 7.2.1 Si un Pays Membre compte plusieurs associations dentaires et qu'aucun accord ne peut être obtenu au sein du pays sur l'association qui doit rejoindre le CED, l'Assemblée Générale du CED décidera quelle association reconnaître.
- 7.2.2 L'Assemblée Générale du CED peut, exceptionnellement, se prononcer sur l'admission de plus d'une Association Membre d'un même Pays Membre au CED.
- 7.3. Le CED se compose au minimum de neuf (9) Associations Membres.
- 7.4. Les Associations Membres seront représentées par un maximum de deux délégués ayant le droit de vote par Pays Membre à l'Assemblée Générale (ci-après dénommés les « Membres Délégués »). Le vote par procuration n'est pas permis. Si un Pays Membre est représenté par plus d'une association nationale de praticiens de l'art dentaire, lesdites associations seront représentées ensemble par un maximum de deux délégués votants.

Article 8 – Invités des membres

Les Associations Membres peuvent inviter au maximum deux invités par Pays Membre, qui n'auront pas le droit de vote.

Article 9 – Membres Affiliés

- 9.1. Pour chaque pays qui n'est pas un État membre de l'Union européenne mais ayant conclu avec l'UE un accord bilatéral incluant dans une large mesure les objets du CED mentionnés à l'Article 4, soit un pays de l'AELE, soit un pays dont le gouvernement a signé le Traité EEE, une association dentaire sera autorisée à rejoindre le CED en qualité de Membre Affilié. Ces Membres Affiliés sont dénommés ci-après « Associations Membres Affiliées » et les pays dont ils sont originaires « Pays Membres Affiliés ».
- 9.1.1 Si un Pays Membre Affilié compte plusieurs associations dentaires et qu'aucun accord ne peut être obtenu au sein du pays sur l'association qui doit rejoindre le CED, l'Assemblée Générale du CED décidera quelle association reconnaître.
- 9.1.2 L'Assemblée Générale du CED peut, exceptionnellement, se prononcer sur l'admission de plus d'une Association d'un même Pays Membre Affilié en qualité d'Association Membre Affiliée au CED.
- 9.2. Les Associations Membres Affiliées seront représentées à l'Assemblée Générale par un maximum de deux délégués ayant le droit de vote par Pays Membre Affilié (ci-après dénommés les « Membres Délégués Affiliés »). Le vote par procuration n'est pas permis. Si un Pays Membre Affilié est représenté par plus d'une association nationale de praticiens de l'art

dentaire, lesdites associations seront représentées ensemble par un maximum de deux délégués votants.

- 9.3 Les Membres Délégués Affiliés ont les mêmes obligations que les Membres Délégués. Ils peuvent participer aux débats et ont le droit de vote mais ne sont pas éligibles aux élections du Conseil d'administration. Les Associations Membres Affiliées paient leur part respective dans les frais de fonctionnement de l'association.

Article 10 – Invités des Membres Affiliés

Les Associations Membres Affiliées peuvent inviter au maximum deux invités par Pays Membre Affilié, qui n'auront pas le droit de vote.

Article 11 – Observateurs

- 11.1. Pour chaque pays ayant obtenu le statut de pays candidat à l'adhésion par l'UE, une association nationale de praticiens de l'art dentaire sera acceptée en tant qu'observateur du CED. Ces observateurs sont dénommés ci-après « Associations Observatrices » et les pays dont ils sont originaires « Pays Observateurs ». Les Associations Observatrices peuvent être représentées par deux délégués à l'Assemblée Générale (ci-après dénommés « Observateurs Délégués », sous réserve de l'approbation par l'Assemblée Générale de la demande de participation de l'Association Observatrice.
- 11.2. Les Observateurs Délégués ont les mêmes obligations que les Membres Délégués et les Membres Délégués Affiliés. Ils peuvent participer aux débats mais n'ont pas le droit de vote et ne sont pas éligibles aux élections du Conseil d'Administration. Les Associations Observatrices paient leur part respective dans les frais de fonctionnement de l'association.

Article 12 – Cotisations

- 12.1. Le CED est financé par les cotisations annuelles de chaque Association Membre, Membre Affiliée et Observatrice. Le montant des cotisations annuelles sera déterminé par l'Assemblée Générale.
- 12.2. Les cotisations sont calculées selon le nombre de praticiens de l'art dentaire en exercice dans les Pays Membres, Membres Affiliés et Observateurs, ou enregistrés comme praticiens de l'art dentaire en exercice. Le nombre réel de praticiens de l'art dentaire est établi chaque année pour chacun des Pays Membres, Membres Affiliés et Observateurs. Pour les Associations Observatrices, les cotisations sont calculées sur la base de 80 % du nombre de praticiens de l'art dentaire en exercice dans le Pays Observateur. Les cotisations sont payables en deux fractions dans un délai de deux mois à compter de la réception de l'appel de cotisation. Toute contestation en matière de cotisations doit être tranchée lors d'une Assemblée Générale du CED.

Article 13 – Admission, démission, exclusion

- 13.1. L'Assemblée Générale se prononce sur l'admission de nouvelles Associations Membres, Membres Affiliées et Observatrices. Les Associations Membres, Membres Affiliées et Observatrices candidates doivent soumettre leur demande écrite à l'Assemblée Générale qui décidera de leur admission.
- 13.2. Le Conseil d'Administration peut proposer à l'Assemblée Générale d'exclure des Associations Membres, Membres Affiliées et Observatrices du CED. Les Associations Membres, Membres Affiliées et Observatrices dont l'exclusion est proposée ont le droit d'être entendues pour leur défense. L'exclusion d'une Association Membre est décidée par l'Assemblée Générale à une majorité des deux tiers de toutes les Associations Membres présentes. L'exclusion d'une Association Membre Affiliée ou d'une Association Observatrice est décidée par l'Assemblée

Générale à une majorité des deux tiers de toutes les Associations Membres et Membres Affiliées présentes.

- 13.2.1. Si une Association Membre, une Association Membre Affiliée ou une Association Observatrice ne satisfait plus aux critères mentionnés dans les articles 7, 9 ou 11 des présents Statuts, respectivement, leur statut de membre du CED prendra effectivement fin à partir du 31 décembre de la même année. La cotisation sera due pour le reste de l'exercice comptable.
- 13.3. Les Associations Membres, Membres Affiliées et Observatrices peuvent résilier leur adhésion par lettre recommandée adressée au Conseil d'Administration. L'avis de résiliation de l'adhésion doit être envoyé au Bureau de Bruxelles du CED avant le 30 juin de chaque année et la résiliation prendra effet à partir du 31 décembre de la même année. La cotisation sera due pour le reste de l'exercice comptable.
- 13.4. Si les Associations Membres ou Membres Affiliées ne paient pas leur cotisation annuelle dans un délai de 2 mois suivant la date d'échéance, une lettre recommandée leur sera adressée, les invitant à verser la cotisation annuelle restant due. Si le CED ne reçoit aucun paiement dans un délai de 4 semaines suivant la date d'envoi de ce courrier, l'Association Membre ou Membre Associée concernée perdra ses droits de Membre, comme le droit de vote, le droit de participer aux réunions et de recevoir des documents, tant que tous les versements non exécutés n'auront pas été réglés. La cotisation annuelle non payée restera due par l'Association Membre ou Membre Affiliée.
- 13.4.1 Pour les Associations Observatrices qui ne paient pas leur cotisation dans un délai de 2 mois suivant la date d'échéance, leurs droits tels que définis à l'Article 11 seront suspendus tant que tous les versements non exécutés n'auront pas été réglés. La cotisation annuelle non payée restera due par l'Association Observatrice.

TITLE III – ASSEMBLEE GENERALE

Article 14 – Assemblée Générale

- 14.1. L'Assemblée Générale se compose des Associations Membres et Membres Affiliées.
- 14.2. L'Assemblée Générale a tous les pouvoirs qui lui sont conférés par la loi, par les présents Statuts ou par tout autre document contraignant envers l'association et qui attribuera des pouvoirs à l'Assemblée Générale, et en particulier le Règlement Intérieur. L'Assemblée Générale détient en particulier les pouvoirs suivants :
1. la modification des Statuts ;
 2. la nomination et la révocation des Administrateurs ;
 3. la nomination et la révocation des Commissaires aux comptes et, le cas échéant, des Vérificateurs bénévoles, et la fixation de leur rémunération dans les cas où une rémunération est attribuée ;
 4. le quitus aux Administrateurs et aux vérificateurs aux comptes et, le cas échéant, aux vérificateurs bénévoles ;
 5. l'approbation des comptes et du budget annuel ;
 6. la dissolution de l'association ;
 7. l'exclusion d'Associations Membres, Membres Affiliées ou Observatrices ;
 8. la décision sur le montant des cotisations annuelles ;
 9. l'adhésion de nouvelles Associations Membres, Membres Affiliées ou Observatrices ;
 10. l'établissement et les modifications du Règlement Intérieur ;
 11. la décision sur toute question que lui soumet le Conseil d'Administration ;
 12. la soumission de questions spécifiques au Conseil d'Administration.

Article 15 – Réunions

- 15.1. L'Assemblée Générale du CED se réunit au moins une fois par an. La date et le lieu des Assemblées Générales seront décidés par le Président et notifiés à l'Assemblée Générale un an à l'avance.
- 15.2. Les Assemblées Générales doivent se tenir dans les limites géographiques de l'Union Européenne.
- 15.3. La convocation de l'Assemblée Générale doit parvenir aux Associations Membres et aux Associations Membres Affiliées au moins quatorze (14) jours avant la réunion et préciser le lieu, la date, l'heure et l'ordre du jour.
- 15.4. Toute proposition signée par au moins 5% des Associations Membres et Membres Affiliés et soumise par écrit au Conseil d'Administration dans une des langues de travail officielles au moins 6 semaines avant la tenue de l'Assemblée Générale, sera ajoutée à l'ordre du jour.
- 15.4.1 Les propositions qui arrivent après ce délai doivent être présentées dans toutes les langues de travail officielles et ne sont prises en considération que si deux tiers au moins des Membres Délégués et Membres Délégués Affiliés présents à l'Assemblée Générale en décident ainsi.
- 15.5. Aucune Assemblée Générale ne peut se tenir si plus de la moitié des Associations Membres n'est pas présente. Le quorum sera réputé atteint nonobstant le nombre des Membres Délégués et Membres Délégués Affiliés présents. En cas d'exclusion d'une Association Membre ou d'une Association Membre Affiliée, les dispositions de l'Article 13.2 des présents Statuts s'appliqueront.
- 15.6. L'Assemblée Générale sera convoquée par le Conseil d'Administration lorsqu'au moins un cinquième des Associations Membres le demande. Dans ce cas, une Assemblée Générale sera convoquée dans les vingt-et-un jours de la demande de convocation et se tiendra au plus tard le quarantième jour suivant la demande.
- 15.7. Les votes sont tenus secrets si plus d'un tiers des Membres Délégués et Membres Délégués Affiliés le requiert. Aucun vote ne peut avoir lieu tant que chaque Membre Délégué et Membre Délégué Affilié n'a pas eu l'occasion d'exprimer son point de vue.
- 15.8. Le Président convoquera une réunion extraordinaire dans un délai de 21 jours à compter de la requête signée par la moitié des Associations Membres du CED.

Article 16 – Quorum

- 16.1. Les décisions sont prises à la majorité simple des votes exprimés des Membres Délégués et des Membres Délégués Affiliés, sauf dans le cas où la loi ou les présents Statuts prévoient des conditions plus exigeantes
- 16.1.1 À la demande d'au moins un tiers des Membres Délégués et Membres Délégués Affiliés présents, et lorsque la proposition ne réunit pas la majorité absolue, le vote peut être reporté à la session suivante, dans l'espoir d'un accord possible. Toutefois un vote sur une question ne peut être reporté plus d'une fois.
- 16.1.2 En cas de parité des voix lors de la première assemblée, et pour autant qu'un tiers des Membres Délégués et des Membres Délégués Affiliés ne demande pas un report à une assemblée ultérieure, le Président a une voix prépondérante. De même, si la première assemblée a été reportée et qu'il y a parité des voix à la deuxième assemblée, la voix du Président est prépondérante.
- 16.2. L'Assemblée Générale ne peut valablement délibérer sur les modifications des Statuts que si les modifications sont mentionnées de manière explicite dans la convocation et si deux tiers au moins des Associations Membres et Membres Affiliés sont représentés.

- 16.2.1 Les modifications ne sont acceptées qu'à la majorité de deux tiers des votes exprimés.
- 16.2.2 Lorsque les modifications proposées concernent l'objet ou les buts de l'association pour lesquels elle a été formée, celles-ci ne sont acceptées qu'à une majorité des quatre cinquièmes des votes exprimés.
- 16.3. Les modifications au Règlement Intérieur ne sont acceptées qu'à la majorité des deux tiers des votes exprimés.
- 16.4. Les résolutions du CED ne peuvent être notifiées à l'Union Européenne que si elles ont été décidées par une majorité des deux tiers des Membres Délégués et des Membres Délégués Affiliés présents à l'Assemblée Générale. Les opinions minoritaires peuvent y être annexées.

Article 17 – Procès-verbaux des Assemblées Générales

- 17.1. Des procès-verbaux sont rédigés à chaque Assemblée Générale. Les procès-verbaux et la liste de présence des membres qui ont participé à l'Assemblée Générale sont signés par le Président ou la personne qui le/la remplace, ainsi que par un membre du Bureau de Bruxelles du CED.
- 17.2. Les procès-verbaux sont envoyés par courrier électronique aux Associations Membres, Membres Affiliés et Observatrices dans toutes les langues officielles de travail dans les deux mois de l'Assemblée Générale et seront considérés comme approuvés, si aucune modification n'est formulée auprès du Président ou du Bureau de Bruxelles, dans le délai d'un mois de la réception des procès-verbaux. Si des modifications sont proposées, les procès-verbaux seront approuvés à l'Assemblée Générale suivante.
- 17.3. Les procès-verbaux des Assemblées Générales sont conservés dans un registre, accessible à toutes les Associations Membres, Membres Affiliés et Observatrices par l'intermédiaire de leurs Délégués.
- 17.4. Le Règlement Intérieur peut fixer l'accès des Associations Membres, Membres Affiliés et Observatrices à ces documents conformément aux dispositions légales.

TITLE IV – CONSEIL D'ADMINISTRATION

Article 18 – Conseil d'Administration

- 18.1. Le CED est administré par un Conseil d'Administration.
- 18.2. Le Conseil d'Administration détient tous les pouvoirs d'administration, à l'exception de ceux relevant de la compétence de l'Assemblée Générale. Ces pouvoirs d'administration comprennent la communication et la représentation du CED auprès des tiers, en particulier les institutions européennes. Le Conseil d'Administration mettra en œuvre la politique du CED ainsi que toute résolution et décision de l'Assemblée Générale. Le Conseil d'Administration peut également conférer, sous sa responsabilité, des pouvoirs spéciaux et spécifiés à une ou plusieurs personnes mandataires.
- 18.2.1 Le Conseil d'Administration est chargé d'agir dans les limites du budget approuvé. Des exceptions sont envisageables dans des cas urgents.
- 18.3. Les membres du Conseil d'Administration sont élus par l'Assemblée Générale.
- 18.3.1 Les Associations Membres proposent des candidats pour le poste de Président, de Trésorier ou d'Administrateur du CED. Chaque candidat doit être membre d'une association nationale de praticiens de l'art dentaire qui est une Association Membre du CED, mais ne doit pas nécessairement être membre du Conseil d'Administration d'une association nationale de praticiens de l'art dentaire. En tout cas, seuls des praticiens de l'art dentaire peuvent être élus au poste d'Administrateur du CED. Il y a au maximum un membre du Conseil d'Administration

par Pays Membre. Les Associations Membres Affiliées et Observatrices ne sont pas autorisées à proposer des candidats pour le poste de Président, de Trésorier ou d'Administrateur du CED. Les Membres Délégués Affiliés et les Observateurs Délégués ne peuvent pas être élus au poste de Président, de Trésorier ou d'Administrateur du CED.

- 18.3.2 L'appel aux candidatures sera communiqué aux membres du CED par courrier électronique trois mois avant la date de l'Assemblée Générale. Toutes les candidatures doivent être présentées au Bureau de Bruxelles du CED 15 jours avant la date de l'Assemblée Générale et publiées sur le site Web du CED 10 jours avant la date de l'Assemblée Générale. Si aucune candidature n'est présentée, ou si les candidatures présentées sont insuffisantes pour le nombre de postes à pourvoir, le délai de présentation des candidatures sera prolongé jusqu'à l'Assemblée Générale.
- 18.3.3 Tous les mandats auront une durée de trois ans. Tous les mandats, indépendamment de la fonction exercée au sein du Conseil d'Administration, peuvent être renouvelés une fois pour une nouvelle période consécutive de trois ans. Les Administrateurs individuels peuvent démissionner par lettre recommandée adressée au Bureau de Bruxelles. Ils restent en fonction pendant un délai raisonnable afin de pourvoir à leur remplacement.
- 18.3.4 La restriction en matière de rééligibilité du point 18.3.3 des présents Statuts ne s'applique à aucun membre du Conseil d'Administration qui pose sa candidature pour la fonction de Président. Si un membre du Conseil d'Administration sortant est élu Président, il ne pourra garder sa fonction que pour un maximum de deux périodes consécutives de trois ans.
- 18.4. Le Conseil d'Administration se compose de huit (8) membres qui se réunissent en cas de besoin. Le Conseil d'Administration comprendra :
- un Président,
 - un Trésorier, et
 - six autres membres.
- 18.5. Le Conseil d'Administration nommera un Vice-président, choisi parmi les six autres membres visés au paragraphe ci-dessus, qui représentera le Président chaque fois que ce dernier ne pourra assister à une réunion, ou chaque fois que ce dernier le mandatera à ce titre.
- 18.6. Si, pour quelque raison que ce soit, il s'avère nécessaire de pourvoir à une vacance de poste, une élection extraordinaire aura lieu, à l'Assemblée Générale suivante, seulement pour le poste vacant, et pour la période restant à courir jusqu'à la fin du mandat en cours.
- 18.7. Les Membres du Conseil d'Administration peuvent participer aux Assemblées Générales. Ils peuvent voter seulement s'ils sont des Membres Délégués.
- 18.8. Un ou plusieurs membres du Conseil d'Administration peuvent être révoqués par une résolution approuvée à la majorité des deux tiers des votes exprimés, s'il s'avère que ce membre a agi à l'encontre des intérêts du CED.
- 18.9. En cas de faillite du CED, les membres du Conseil d'Administration doivent se conformer aux dispositions en matière de responsabilité définies au Titre VII du Livre XX du Code de droit économique belge.

Article 19 – Réunions du Conseil d'Administration

- 19.1. Les réunions du Conseil d'Administration se tiendront au siège social du CED ou en tout autre lieu convenu au cours de la réunion précédente. Les réunions du Conseil d'Administration sont convoquées par le Président ou par deux Administrateurs. Le Conseil d'Administration doit se réunir au moins une fois au cours de chaque trimestre civil.
- 19.2. Le Conseil d'Administration ne peut agir valablement que si au moins la moitié de ses membres est présente en personne. Cette condition de quorum n'a cependant pas à être remplie lorsqu'elle n'a pas été remplie lors d'une première réunion du Conseil d'Administration

et qu'une seconde réunion du Conseil d'Administration a été convenue et tenue le même jour dans la semaine qui suivait (ou dans le cas où ce jour ne serait pas un jour ouvrable, le prochain jour ouvrable) et avec le même ordre du jour, après notification des deux réunions aux Administrateurs.

- 19.2.1 Les Administrateurs peuvent participer aux réunions du Conseil d'Administration au moyen de conférences téléphoniques ou de moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes participant à la réunion de s'entendre simultanément. Toutes les personnes participant à une réunion en conformité avec ce paragraphe sont considérées comme ayant été présentes à la réunion.
- 19.3. Les convocations aux réunions doivent mentionner l'ordre du jour, et être envoyées par courrier, par courrier électronique, par télécopie ou par lettre recommandée dans un délai minimum de deux semaines avant la date de la réunion. Tout Administrateur peut renoncer à cette convocation, et un Administrateur est en tout cas considéré comme ayant reçu valable convocation s'il est présent ou représenté à la réunion.
- 19.4. Sauf disposition contraire de la loi, toutes les décisions du Conseil d'Administration seront adoptées par simple majorité des votes exprimés. En cas d'égalité, la voix du Président est prépondérante.
- 19.4.1 Le vote par procuration n'est pas permis.
- 19.5. Les coûts de déplacement et de séjour de chaque membre du Conseil d'Administration sont supportés par l'Association Membre qui a proposé le candidat à l'Assemblée Générale.

Article 20 – Procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration

- 20.1. Il est dressé des procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration, qui sont signés par le Président et le représentant du Bureau de Bruxelles du CED.
- 20.2. Les procès-verbaux sont envoyés par courrier électronique aux Administrateurs dans toutes les langues officielles de travail dans les deux mois de la réunion du Conseil d'Administration et seront considérés comme approuvés, si aucune objection n'est formulée auprès du Président du Bureau de Bruxelles, dans le mois de leur réception. Le Président peut toutefois y apporter quelques aménagements mineurs lors de la réunion suivante du Conseil d'Administration. Ces amendements seront repris au procès-verbal de ce Conseil d'Administration.
- 20.3. Les procès-verbaux du Conseil d'Administration sont conservés dans un registre, accessible à toutes les Associations Membres, Membres Affiliés et Observatrices par l'intermédiaire de leurs Délégués.

Article 21 – Gestion quotidienne

- 21.1. Le Président a tous pouvoirs en ce qui concerne la gestion quotidienne de l'association ; il peut déléguer ces pouvoirs au Conseil d'Administration ou au bureau de Bruxelles.
- 21.2. Le Conseil d'Administration peut par ailleurs déléguer la gestion quotidienne de l'association au bureau de Bruxelles.

Article 22 – Représentation

- 22.1. Tous les actes qui engagent l'association sont, sauf procuration spéciale, signés par deux membres du Conseil d'Administration agissant ensemble, ou par le Président, agissant uniquement dans les limites de la gestion quotidienne.

22.2. Le Conseil d'Administration agit en justice au nom de l'association tant en demande qu'en défense, et est représenté par son Président ou par un Administrateur nommé à cet effet par le Conseil d'Administration.

TITLE V – PRÉSIDENTE DU CED

Article 23 – Présidence

23.1. Le Président est le Président du Conseil des Dentistes Européens.

23.2. Il préside les réunions du Conseil d'Administration et des Assemblées Générales du CED et assure le respect des statuts. Il signe au nom du CED les documents officiels soumis à l'Union européenne.

23.2.1 Le Président mène les discussions et débats, et conduit la réunion de manière à permettre à ceux qui le souhaitent de s'exprimer. Il peut aussi imposer une limite à la durée de chaque allocution.

23.2.2 En cas d'impossibilité pour le Président d'assister à une réunion, c'est le Vice-président et, en cas d'impossibilité de ce dernier, le plus ancien des Administrateurs présents qui présidera la réunion.

23.3. Le Président n'est pas nécessairement un Délégué de son Association Membre. Le Président peut voter à une Assemblée Générale seulement s'il est un Membre Délégué.

TITLE VI – BUREAU DE BRUXELLES DU CED

Article 24 – Bureau de Bruxelles du CED

24.1. Un bureau permanent sera établi à Bruxelles afin d'organiser une représentation efficace des intérêts du CED et d'assurer un secrétariat permanent.

24.2. Le bureau de Bruxelles est placé sous la direction journalière du Président et son rôle consiste à :

- suivre de près les programmes de travail de la Commission européenne, du Parlement européen, du Conseil et des organismes subsidiaires, de la Cour de Justice de l'Union européenne, ainsi que de tout autre organisme pertinent ;
- se faire connaître des responsables des Institutions concernées et être reconnu comme point de contact central pour la profession, et, à cet égard, être autorisé à représenter le CED quotidiennement ;
- assister aux sessions appropriées et en rendre compte ;
- organiser une représentation appropriée des intérêts de la profession, par le biais des représentants et porte-paroles nommés par le CED ;
- assurer le secrétariat du CED ;
- sous la direction du Trésorier, établir le budget, les comptes, le bilan et gérer le compte bancaire du CED ;
- établir tous documents et courriers ; préparer les documents du CED et faire en sorte que des copies soient envoyées aux Associations Membres, Membres Affiliés et Observatrices du CED ;
- envoyer les convocations aux réunions et diffuser tous documents utiles ;
- tenir à jour les registres du CED ;
- procéder à des mises à jour régulières et à transmettre les informations aux Associations Membres, Membres Affiliés et Observatrices du CED entre les Assemblées Générales en fonction des nécessités.

TITLE VII – FINANCE

Article 25 – Vérificateurs bénévoles

- 25.1. Le contrôle de la situation financière, des comptes annuels, et de la régularité des opérations figurant dans les comptes annuels est confié à un ou plusieurs vérificateurs. Ces vérificateurs sont nommés par l'Assemblée Générale parmi les membres de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises. Les vérificateurs sont nommés pour un mandat renouvelable de trois ans. Sous peine de dommages et intérêts, ils ne peuvent être révoqués au cours de leur mandat que pour motif grave.
- 25.2. Toutefois, tant que les critères qui doivent être réunis pour donner lieu à l'obligation de désigner un commissaire de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises ne sont pas remplis, l'Assemblée Générale peut nommer deux Vérificateurs bénévoles qui doivent émaner chacun d'une Association Membre différente. Les Vérificateurs bénévoles occuperont leurs fonctions pour une durée d'un an, renouvelable. Les Vérificateurs bénévoles ne sont pas membres du Conseil d'Administration.
- 25.3. L'élection des Vérificateurs bénévoles doit se tenir à la première Assemblée Générale de chaque année civile.
- 25.4. Les Vérificateurs bénévoles examinent les comptes annuels et vérifient que le CED conduit ses activités financières de façon conforme à ses règles en matière de finances et à la loi belge. Ils présenteront un rapport à la première Assemblée Générale chaque année.
- 25.5. Cela étant, l'Assemblée Générale a toujours le droit, même lorsqu'il n'existe pas d'obligation de désigner un commissaire, de nommer un commissaire parmi les membres de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises.

Article 26 – Finance

- 26.1. L'exercice comptable commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre.
- 26.2. Le Trésorier prépare les budgets et les comptes annuels. Les comptes de l'association sont conservés conformément à la loi belge.
 - 26.2.1 Tous les ans, six mois au plus tard après la fin de l'exercice comptable, le Conseil d'Administration, représenté par son Trésorier, présente les comptes annuels de l'année écoulée et le budget de l'année suivante, pour approbation par l'Assemblée Générale. L'Assemblée Générale peut approuver les comptes et le budget à la majorité des deux tiers des votes exprimés par les Membres Délégués et les Membres Délégués Affiliés.
- 26.3. Le Conseil d'Administration archive les comptes dans un délai de 30 jours suivant l'approbation par l'Assemblée Générale, conformément aux dispositions légales.

TITLE VIII – DISSOLUTION DE L'ASSOCIATION

Article 27 – Dissolution

L'Assemblée Générale ne peut valablement se prononcer sur la dissolution de l'association qu'en se conformant aux principes légaux.

Article 28 – Liquidation

- 28.1. En cas de liquidation amiable de l'association, l'Assemblée Générale nomme un ou plusieurs liquidateurs et fixe leurs objectifs et leurs compétences.
- 28.2. L'actif net est dévolu à une association ayant un objet similaire, qui sera choisie par l'Assemblée Générale.